



# CONCLUSIONS DU PEOPLE GLOBAL ACTION (PGA)

8 et 9 DECEMBRE 2018 - MARRAKECH



*Action Mondiale des  
Peuples sur la Migration,  
le Développement et  
les Droits Humains*

## PGA MARRAKECH



L'Action mondiale des peuples (Peoples' Global Action - PGA) constitue un espace autonome et important de dialogue, de débat, de points de divergence mais aussi et surtout de points de convergence. Les associations, les syndicats, les mouvements sociaux se sont réunis pendant deux jours pour s'engager de manière critique sur l'évaluation du processus du GFMD (Forum Global sur la Migration et le Développement) dirigé par les gouvernements et faire pression sur les États pour qu'ils établissent des politiques de migration et de développement basées sur les droits humains et sur le respect des conventions internationales.

Cette hétérogénéité et cette diversité de la société civile sont une vraie force et une véritable richesse pour défendre les droits des migrant.e.s et faire avancer le travail sur les migrations.

L'édition de la PGA 2018 qui s'est tenue les 8 et 9 décembre à Marrakech avait pris une tournure particulière cette année avec l'adoption du Pacte mondial sur les migrations dites « sûres, ordonnées et régulières », qui a donné lieu à beaucoup de débats entre les membres de la société civile du PGA avec, parfois même, des points de vue opposés.

Rappelons le contexte général dans lequel le Pacte a été discuté et adopté. Tout d'abord, une dizaine de pays ont catégoriquement dit non au Pacte, souvent alimentés par des mouvements populistes qui utilisent une rhétorique nationaliste et xénophobe. Ceux-ci voient dans ce Pacte une atteinte à leur souveraineté. Ces États sont hostiles à l'accueil des personnes migrantes et/ou réfugiées et considèrent que celles-ci constituent un risque pour la sécurité de leur pays, comme la Pologne, l'Italie, la Hongrie, l'Autriche, la Tchéquie, les États-Unis, l'Australie, Israël, etc. Enfin, ils voient dans ce Pacte une remise en cause de leur politique nationale hyper restrictive.



## Cette rencontre a permis de tenir plusieurs ateliers thématiques et régionaux sur

- Les droits des personnes migrantes comme des droits pour tous et toutes
- Genre et Migration
- Cohésion sociale et appartenance
- Migration et développement
- Migration et changements climatiques
- Ces rencontres ont couvert la majorité des régions du monde : l'Afrique, les Amériques, l'Asie, le Moyen Orient et l'Europe

### 1- ATELIERS THEMATIQUES : QUELQUES CONSTATS

- « Les migrants ne sont pas des dangers, ils sont en danger ». Les États continuent à militariser et à externaliser leurs frontières mettant en danger les personnes migrantes, se comptant par milliers de morts en Méditerranée, dans les déserts d'Amérique et d'Afrique et dans le corridor Mexique-États-Unis. La caravane du Honduras en est un exemple récent.
- Les États déploient des politiques de refoulement, de fermetures des frontières, de détentions, d'expulsions massives, de violations graves des droits humains, touchant encore plus fortement les femmes et les enfants, et créant parfois même des situations inacceptables comme l'esclavagisme en Libye et l'exploitation des travailleurs.
- La légitimation de la détention et des centres de rétention, la criminalisation de la mobilité mettent en danger les personnes migrantes mais aussi celles et ceux qui leur viennent en aide.
- Les mouvements populistes et extrémistes qui se répandent aujourd'hui en Europe et en Amérique stigmatisent les migrant.e.s et tendent à accentuer la xénophobie, le racisme dans les discours médiatiques et politiques. Ces mouvements ont un impact négatif sur les migrants qui sont ensuite ostracisés, deviennent des boucs émissaires et sont victimes de violences quotidiennes.
- Les facteurs de migrations ont pris des formes diverses : les facteurs économiques et sociaux comme le manque de travail, les inégalités économiques, les crises sociales, la mauvaise gouvernance, les guerres civiles, et de plus en plus les migrations climatiques qui vont toucher avant tout les pays les plus pauvres principalement les pays d'Afrique ou d'Asie. La dite « crise des réfugié.e.s », qui est en réalité une crise des solidarités et une crise de la démocratie s'est fortement développée ces dernières années.
- Sur l'atelier Genre et migration, il a été rappelé que les femmes sont plus exposées aux dangers que les hommes (violences physiques, sexuelles lors des parcours en migration, exploitation au travail, trafic, problématique de santé, etc.).
- Des tensions sont fortes sur la question des personnes réfugiées de guerre et des réfugiés climatiques. Les exemples sont nombreux et beaucoup ont été illustrés lors des ateliers : Les Rohingyas du Myanmar vers le Bangladesh, les Syriens vers l'Europe mais plus massivement vers les pays limitrophes tels que le Liban, la Turquie, la Jordanie, la caravane des Honduriens vers les États-Unis via le Mexique, et le problème des réfugiés palestiniens.
- Le label « villes-hospitalières », « villes-refuges » ou « villes-sanctuaires », motion adoptée lors de la PGA. Une recommandation générale est de tenir compte les différentes échelles d'intervention allant du local au global. Une proposition concrète et importante a été adoptée lors de la plénière conclusive : Il s'agit d'innover en plaidant pour l'internationalisation des « villes-hospitalières », « villes-refuges » ou « villes-sanctuaires », dans les pays du Sud.
- Le label des villes dites hospitalières montre qu'il est possible de proposer des solutions humaines et solidaires à la crise de l'accueil des personnes migrantes et réfugiées et des demandeuses et demandeurs d'asile.



Au-delà du Pacte, la PGA 2018 de Marrakech a été un temps fort : des débats intenses, de riches échanges, des confrontations, des points de vue divers et des confirmations de nos luttes et de nos résistances face aux inégalités dans le monde et les droits pour toutes et tous.

#### 4- DES OBJECTIFS COMMUNS

Aujourd'hui, les objectifs communs nous amènent à mieux réfléchir et structurer nos luttes :

- Pour un cadre juridique qui met fin à la guerre aux migrations !
- Pour un Pacte mondial qui protège la dignité et les droits humains des migrants.
- Pour l'égalité Femmes-Hommes, et la prise en compte de la dimension genre de la migration dans les pays d'origine, de transit, de destination et de retour.
- Pour La libre circulation et d'installation pour toutes et tous.
- Pour La dignité et le respect des droits des migrant.e.s, allant en parallèle avec la justice sociale et la justice climatique.
- Pour la démocratie : L'égalité des droits des migrant.es s'incluant plus largement dans les droits pour toutes et tous.
- Pour un réel développement durable, équitable, juste qui assure le bien-être aux citoyens et citoyennes.

La PGA va suivre de près les politiques migratoires à venir et nous proposons que la journée du 18 décembre pour les droits des migrants et le 21 mars journée internationale contre le racisme et les discriminations soient deux journées consacrées à des actions communes, à une mobilisation citoyenne et de solidarité.

Un certain nombre de propositions sur les débats ont abouti comme prévu à des propositions concrètes telles que :

- des campagnes autant locales, que nationales, continentales et mondiales pour la protection des droits et de la dignité des

C'est un temps de partage, c'est un temps de dialogue, c'est un temps de solidarité. Lors de cet espace d'échange, les participantes et participants se sont engagés à soutenir le combat des victimes d'exclusion, d'expulsion, de violences, d'exploitation, de discrimination, de xénophobie.

personnes migrantes, au respect et à l'amélioration des conventions internationales.

- des campagnes pour un réel Pacte mondial qui protègent le droit des migrant.e.s, contre le racisme, les discriminations, l'exclusion et la xénophobie, et pour leur intégration pleine et totale.
- des campagnes pour des « villes sanctuaires » ou « villes refuges » développées au niveau national. La motion de « villes sanctuaires » qui a été adoptée lors de la PGA est un exemple concret que nous voulons voir aboutir d'une manière étendue.
- A l'unanimité un appel a été réitéré avec force : Mobilisons-nous et agissons pour défendre les droits humains des personnes migrantes et réfugiées et renforçons les luttes et solidarités transnationales.
- La PGA Marrakech n'est pas une simple discussion ou une utopie politique pour la société civile mais un espace que nous voulons plus ambitieux en matière d'objectifs pour la protection des migrant.e-s. Ce n'est ni un aboutissement ni une finalité ! Mais une étape vers un monde plus juste, plus égalitaire et plus digne pour les migrant.e.s.

PGA Marrakech 2018

Comité local Maghrébin  
45 RUE ABIDJAN, N°3, 1IER ÉTAGE, OCÉAN  
RABAT, MAROC  
Tél: +212 537 70 59 27/29  
Fax: +212 537 70 59 16/23  
e-mail: fmas@menara.ma